

Les centres sociaux toujours dans l'incertitude sur leur avenir

11/03/2024
Social

La réunion de concertation sur l'avenir des centres sociaux s'est conclue sur la promesse d'un coup de pouce financier, qui reste à concrétiser dans les jours à venir. Le travail à plus long terme de révision du modèle économique des centres est également lancé.

La quasi-totalité des partenaires ont répondu à l'invitation de la fédération des centres sociaux pour son « rendez-vous national de la cohésion sociale » à Paris jeudi 7 mars. Ministère, organismes de sécurité sociale (Cnaf, CCMSA, Cnav), et associations d'élus (AMF, Ville et banlieue, AMRF, Intercommunalités de France) étaient là. Seule exception, d'autant plus remarquée et regrettée, celle de l'Assemblée des départements de France.

Au cours de cette réunion dense, d'une heure trente, chacun a pu prendre la parole. « *Nous avons été rassurés d'entendre que nous avons une compréhension partagée de ce qu'est un centre social et de leur intérêt dans les territoires. Chacun se sent également coresponsable de leur avenir, c'est une autre affirmation forte de cette réunion* », salue le président de la fédération, Tahir Touahria. Personne n'a contesté non plus le diagnostic sur la situation financière critique, voire très critique des centres sociaux. « *Une enquête flash de la Cnaf confirme que 600 centres sont en difficulté, et 150 à 200 en grande difficulté, sur les 2100 centres sociaux agréés* » indique Tahir Touahria.

Aide d'urgence

Les réponses apportées à ces difficultés semblent en revanche décevantes à court terme, dans la mesure où aucune annonce sonnante et trébuchante n'a été faite de la part du gouvernement. La fédération des centres sociaux espérait que la ministre Catherine Vautrin déposerait sur la table 65 millions d'euros, la somme estimée nécessaire pour les aider à éponger les déficits de l'exercice budgétaire 2024. Une « piste sérieuse » a toutefois été évoquée : l'utilisation des reliquats 2023 du Fonds national d'action sociale (Fnas) de la Cnaf. Le conseil d'administration de la Cnaf devrait arbitrer sa décision début avril. D'autres partenaires, notamment la Mutualité sociale agricole et la Cnav ont annoncé l'augmentation probable de leurs dotations, d'un million d'euros pour la MSA, en direction des centres des territoires ruraux (environ 500). La Cnav n'a pas encore donné d'indication chiffrée mais elle s'engagerait à soutenir à plus long terme les actions autour du « bien vieillir ».

« La commune ne peut se passer de leur action »

Les associations d'élus ont été « plus floues » remarque le président de la fédération. « *Parce que nous n'avons plus de marges de manœuvre* », réagit Denis Öztörün, maire de Bonneuil-sur-Marne, qui a représenté l'AMF en tant que vice-président. « *Les communes sont étouffées et n'ont déjà quasiment plus d'autonomie financière. Nous sommes obligés d'équilibrer nos budgets. Donc sans plus de recettes, nous devons couper dans les dépenses. Cela nous oblige à des choix politiques* » poursuit-il. « *Mais notre message a été clair et sans ambiguïté sur le fait qu'il est nécessaire de maintenir et enrichir les centres sociaux, en raison des besoins socio-culturels toujours importants et qui augmentent mais aussi pour toutes les questions liées aux solidarités, à l'accompagnement de la petite enfance, des personnes âgées, de la jeunesse, etc.* ». C'est ce qui a conduit le maire de Bonneuil-sur-Marne à décider d'un prochain effort de 15 000 euros en faveur de la MJC de sa commune par exemple. « *La commune ne peut se passer de leur action. Sans les cours de français assurés aux étrangers, j'aurais beaucoup de mal, sans le travail pour l'inclusion des femmes dans l'espace public, j'aurais plus de difficultés, sans le suivi des jeunes en difficultés au collège, j'aurais moins de moyens d'intervention* », énumère l'élus pour justifier ce choix politique.

« *La ministre nous a dit que nous ne devons pas nous inquiéter de mesures d'économie sur notre secteur* », en référence aux annonces du ministre Bruno Le Maire, le même jour, veut croire le président de la fédération des centres sociaux. Ces derniers resteront « *super vigilants* » et « *super mobilisés* » pour que les centres sociaux restent à l'agenda.

Les partenaires se sont donnés rendez-vous avant l'été pour travailler sur le modèle socio-économique des centres sociaux. Avec, entre autres chantiers, celui de la simplification des démarches administratives, exacerbées par la multiplication de la course aux appels à projets auxquels les centres sociaux sont astreints pour espérer garder la tête hors de l'eau.